



Discours au rassemblement du 11 novembre 2025, à Montpellier

En 2023, notre fédération s'est adressée aux sénateurs avec de nombreuses autres organisations syndicales pour leur demander de voter la proposition de loi visant à réhabiliter les 639 fusillés pour l'exemple de la 1^{ère} guerre mondiale. Notre confédération la CGT FO était également intervenue auprès du président du Sénat.

Ils écrivaient : *« conscients que le mouvement syndical a pour objet la défense inconditionnelle des intérêts matériels et moraux des salariés, hier comme aujourd'hui et demain (...) nous demandons justice pour les travailleurs exécutés par l'injustice militaire ! »*

Ces poilus fusillés pour l'exemple sont les frères des ukrainiens et des russes qui chaque jour désertent, ou prennent tous les risques pour échapper à l'enrôlement de force. Souvent ils sont torturés ou même tués par les recruteurs militaires. En 6 mois, ce sont 125 000 nouveaux cas de désertion ou d'objection de conscience en Ukraine. C'est ce dont témoignaient les militants russes et ukrainiens au meeting qui s'est tenu le 5 octobre à Paris intitulé **« Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre ! »**

Ces poilus sont aussi les frères des jeunes israéliens qui refusent de combattre à Gaza, au prix de leur emprisonnement. Ils refusent la guerre, et nous la refusons avec eux. Nous refusons cette escalade guerrière généralisée et les livraisons d'armes qui alimentent cette boucherie, que notre premier ministre ex ministre des armées Lecornu qualifiait il y a peu **« d'opportunités pour l'industrie française »**.

Nous refusons par dessus tout le génocide des palestiniens que le gouvernement de Netanyahu est en train de commettre en massacrant et en affamant les civils depuis 2 ans, en détruisant systématiquement les écoles, les hôpitaux. Ce prétendu cessez le feu est une escroquerie, les massacres de civils continuent par centaines, par l'armée de Netanyahu et par les colons, seuls 24% des camions humanitaires ont pu rentrer à Gaza. C'est pourquoi **nous continuons à manifester, en particulier pour l'appel national du 29 novembre pour le cessez-le-feu, la fin du blocus, l'arrêt de la colonisation, la fin de l'impunité de Netanyahu le génocidaire permise par la complaisance complice d'autres dirigeants, notamment celle du président français E. Macron.** Nous approuvons le courrier adressé au président Macron par notre confédération lui demandant de *« procéder à une rupture des relations diplomatiques avec Benjamin Netanyahu et son gouvernement, qui poursuit inlassablement son objectif de destruction de Gaza et des populations palestiniennes. »*

Oui notre tradition syndicale c'est la fidélité au principe de solidarité internationale et le combat contre la guerre, c'est pourquoi nous étions au meeting avec plus de 4000 militants de Palestine, d'Israël, d'Italie, d'Angleterre, des Etats Unis, d'Ukraine, de Russie, militante russe qui a déclaré : « Ce que nous faisons aujourd'hui est bien plus dangereux pour la dictature de Poutine que les bombes et les missiles que Macron, Scholz, Merz ou Trump envoient au front ».

Plus de 4000 militants déterminés à stopper la guerre et les budgets de guerre car **oui, le bruit des bottes résonne de plus en plus fort.**

Une série de faits démontrent cette accélération :

- Cet été l'ex ministre de la Santé demandait **aux hôpitaux** de se tenir prêts à l'accueil de soldats blessés du front par dizaines de milliers. Maintenant devenue ministre des armées, elle annonce une **rallonge budgétaire de 7 milliards**. Cette rallonge est voulu par Macron. Depuis 2017 et son arrivée au pouvoir le budget de l'armée a quasiment **doublé** : il est passé de 32 à 57 milliards.
- Dans le Vaucluse, l'inspection académique vient de demander **aux directeurs d'écoles** de recenser les salles et leur surface disponibles dans les écoles pour héberger les troupes.
- Le 22 octobre le chef d'état major a affirmé que l'armée française devait être prête à un choc **dans 3 ou 4 ans avec la Russie.**
- Le même jour le chef d'état major de l'armée de terre disait qu'il fallait être prêt **dès maintenant, car tout peut basculer** ; il rappelait également que si un pays est attaqué l'ensemble des pays de l'Otan doit envoyer des soldats, et il se félicitait de l'augmentation du

- budget des armées.
- La semaine dernière, la ministre des comptes publics Montchalin déclare que « *les français veulent plus de militaires, plus de gendarmes, plus de policiers et moins de professeurs* »
 - Répression et criminalisation des voix qui dénoncent le génocide, et remise en cause permanente des libertés d'expression, de manifester, syndicales, le préfet qui a voulu décider qui a le droit de manifester le 2 octobre mais nous avons fait casser cet arrêté par le tribunal administratif.

**Voilà cette réalité : ils préparent la guerre militaire sur tous les terrains
Refuser la guerre, c'est refuser les massacres, mais c'est aussi refuser l'austérité pour les
travailleurs et la population.**

Augmentation de 7 milliards pour les armées, baisse de 7 milliards pour la santé, pour la 1ère fois en 2026 le budget de la défense sera supérieur à celui de l'éducation traduction : 4000 postes d'enseignants supprimés, alors que 5000 classes ont déjà été fermées l'an dernier, qu'il manque des personnels partout : des remplaçants, des enseignants spécialisés, des AESH, des médecins et des psychologues scolaires ! Que l'école inclusive est une paravent pour masquer les économies que l'état fait sur les enfants reconnus handicapés, qu'il manque 24 000 places en établissements spécialisés, 568 dans l'Hérault, pour respecter les droits de ces enfants à une scolarisation adaptée à leur besoins. Et les régions ne sont pas en reste : C Delga a fait voter 200 millions pour le programme « Rearm Europe », alors que les lycées manquent de fonds pour leurs équipements, leurs bâtiments.

Pour Macron et Lecornu c'est priorité à la guerre, sacrifice de l'Ecole publique mais aussi utilisation de l'école pour y faire rentrer l'armée, avec les classes défenses qui se développent dans la plus grande opacité, 968 aujourd'hui, pour que les élèves se déguisent en CRS et s'entraînent à fouiller une cellule, avec l'argent qui coule à flots pour les sorties scolaires au salon de la défense à Evreux où les élèves peuvent faire semblant de tirer avec un fusil d'assaut, et enfiler un gilet par balles.

**Non, l'école ne doit pas être une antenne de recrutement pour l'armée,
les enseignants sont des fonctionnaires d'état, pas des instruments au service d'un
gouvernement fauteur de guerre !**

Plus que jamais non à la guerre, non à l'économie de guerre et oui aux revendications.

Annulation des 4000 suppressions de postes !

L'argent public pour l'instruction, pas pour la destruction !

Saluons l'honneur des fusillés pour l'exemple, des déserteurs, des objecteurs de conscience !

Saluons tous ceux qui résistent !

Solidarité internationale avec le peuple palestinien !